

Enquête sur les infrastructures publiques essentielles du Canada: valeurs de remplacement, 2020

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est dans *Le Quotidien*, le lundi 20 mars 2023

À la fin de l'année 2020, les infrastructures publiques essentielles du Canada, à l'exclusion des logements sociaux et abordables, avaient une valeur de remplacement totale de 2,1 billions de dollars. Les actifs routiers (894,2 milliards de dollars) et les ponts et tunnels (244,7 milliards de dollars) représentaient plus de la moitié (52,9 %) de la valeur de remplacement totale estimée, tandis que les infrastructures relatives à l'eau (771,8 milliards de dollars) en représentaient plus du tiers (35,8 %).

Le coût de remplacement de tous les actifs en mauvais ou en très mauvais état a été estimé à un peu plus de 10 % de la valeur de remplacement totale pour se chiffrer à 264,7 milliards de dollars, ou 16 252 \$ par logement privé au Canada. Les infrastructures routières représentaient 48,1 % des infrastructures dont le besoin de remise en état ou de remplacement était le plus élevé (en mauvais ou très mauvais état), suivies des infrastructures relatives aux eaux usées (13,9 %) et des infrastructures relatives à l'eau potable (11,1 %).

Les valeurs de remplacement publiées aujourd'hui viennent s'ajouter aux stocks d'actifs publiés précédemment de manière à refléter les différences d'utilité, de taille et de capacité des actifs. Ces estimations offrent également un portrait plus fidèle de leur état en répartissant les actifs en fonction de leur valeur de remplacement plutôt qu'en fonction des stock d'actifs.

Les infrastructures relatives aux eaux usées représentent près du quart des valeurs de remplacement des municipalités urbaines

Les municipalités (1 328,5 milliards de dollars) possédaient 61,7 % de la valeur de remplacement totale estimée des infrastructures publiques essentielles du Canada. De ce montant, plus des deux tiers (68,1 %) se trouvaient dans les municipalités urbaines. Bien qu'elles représentaient 17,8 % de la population du Canada, les municipalités rurales détenaient près d'un tiers de la valeur de remplacement des infrastructures publiques essentielles.

Les routes représentaient la majorité de la valeur de remplacement totale des infrastructures publiques essentielles dans les municipalités rurales (57,9 %) tandis qu'elles représentaient 21,5 % de la valeur dans les municipalités urbaines. Alors que les municipalités rurales possédaient 79,1 % de la longueur des routes municipales au Canada en 2020, elles représentaient 55,8 % de leur valeur de remplacement, en grande partie du fait qu'on retrouve davantage de routes non pavées dans les municipalités rurales. Par conséquent, le coût de la construction de nouvelles routes dans les municipalités rurales a été estimé à 0,4 million de dollars par kilomètre de route équivalent à deux voies, en moyenne, contre 1,2 million de dollars dans les municipalités urbaines.

Les infrastructures relatives aux eaux usées avaient la plus grande valeur de toutes les catégories d'infrastructure dans les municipalités urbaines, cette valeur s'élevant à 205,7 milliards de dollars (22,7 % du total). Les 836 installations de traitement des eaux usées détenues par les municipalités urbaines en 2020, incluant les systèmes de lagunage, avaient une valeur de remplacement de 30,2 milliards de dollars. Cela représentait une moyenne de 36,2 millions de dollars par installation et plus de cinq fois la valeur moyenne d'une installation appartenant à des municipalités rurales (6,7 millions de dollars). Ces montants reflètent les différences entre les types d'installations, leur taille et leur capacité, ainsi que d'autres facteurs, notamment les méthodes d'évaluation utilisées par les municipalités, telles que le coût moyen des projets récents ou le gonflement des coûts historiques.



Les actifs en mauvais ou en très mauvais état représentent plus d'un dixième de la valeur de remplacement totale

Les valeurs de remplacement des infrastructures de propriété publique au Canada étaient composées de 1 267,3 milliards de dollars d'actifs jugés en bon ou en très bon état (58,8 % du total), de 425,9 milliards de dollars d'actifs dans un état jugé passable (19,8 % du total) et de 264,7 milliards de dollars d'actifs en mauvais ou en très mauvais état (12,3 % du total). De plus, un montant de 195,7 milliards de dollars (9,1 %) en valeur de remplacement était alloué pour des actifs d'un état physique inconnu.

Les actifs jugés en mauvais ou très mauvais état représentaient une part similaire des valeurs de remplacement totales dans les municipalités urbaines (13,0 %) et dans les municipalités rurales (12,3 %).

Malgré le fait que l'Ontario avait la plus grande valeur d'infrastructures de propriété publique en mauvais ou en très mauvais état (70,5 milliards de dollars) parmi les provinces et les territoires, la Nouvelle-Écosse (21,9 %) et le Québec (19,9 %) avaient la plus grande part des actifs, selon la valeur de remplacement, jugés en mauvais ou en très mauvais état.

Microdonnées maintenant disponibles pour l'année 2020

Le fichier de microdonnées pour l'année 2020 est maintenant offert sur demande. Il comprend le stock, l'état, l'année de construction, la valeur de remplacement estimée et les pratiques de gestion des actifs relatifs aux infrastructures publiques essentielles que possèdent les divers ordres de gouvernement au Canada.

Ce fichier contient certaines variables relatives aux types d'infrastructures suivants : routes, ponts et tunnels, transport en commun, eau potable, eaux pluviales, eaux usées, déchets solides, logement social et abordable public, ainsi que les installations culturelles, sportives et de loisirs.

Note aux lecteurs

Statistique Canada publie pour la première fois, en partenariat avec Infrastructure Canada, les valeurs de remplacement estimées des infrastructures publiques relatives aux routes, aux ponts et tunnels, aux transports en commun, à l'eau, aux déchets solides, ainsi qu'aux installations culturelles, sportives et de loisirs de propriété publique.

Tout au long de la présente diffusion, l'expression « de propriété publique » désigne un actif détenu ou loué par les ordres de gouvernements provinciaux, territoriaux, régionaux et municipaux.

Une municipalité urbaine, aux fins de l'enquête sur les infrastructures publiques essentielles du Canada, est une municipalité dont au moins 75 % de la population vit dans un [centre de population](#). Toutes les autres municipalités sont considérées comme rurales.

Les valeurs de remplacement estimées représentent le coût approximatif, à la fin de la période de référence, qui serait nécessaire pour remplacer les actifs existants, y compris les frais de démolition, mais excluant les coûts de terrains et les frais généraux. Ces valeurs diffèrent de la valeur comptable (coût cumulé) et des mesures du stock brut, car elles prennent en compte les prix actuels (inflation) ainsi que d'autres facteurs qui influencent le prix au moment de l'estimation, y compris les techniques de construction et les matériaux modernes.

L'Enquête sur les infrastructures publiques essentielles du Canada porte sur des sujets comme le stock, l'état et le rendement des infrastructures essentielles publiques ainsi que sur les pratiques de gestion des actifs des propriétaires. Les résultats de l'enquête englobent neuf types d'actifs (transport en commun; routes; ponts et tunnels; eau potable; eaux pluviales; eaux usées; déchets solides; installations culturelles, sportives et de loisirs; logement public social et abordable). Par contre, les valeurs de remplacement des actifs relatifs aux logements sociaux et abordables n'ont pas fait l'objet de l'enquête.

Les répondants ont reçu l'échelle de classement suivante quand on leur a demandé d'évaluer l'état physique général de leurs actifs :

- **Très mauvais** : La majeure partie ou la totalité de l'actif doit être immédiatement remplacée. L'actif présente un risque pour la santé et la sécurité, ce qui constitue un risque possible pour la sécurité du public, ou fait en sorte que l'actif ne peut être utilisé ou exploité sans exposer le personnel à des risques. L'actif doit faire l'objet de travaux majeurs ou être remplacé de toute urgence.
- **Mauvais** : Il est probable que l'actif connaîtra une défaillance et il nécessite d'importants travaux à court terme. L'actif peut à peine être utilisé. L'actif ne pose aucun risque immédiat pour la santé ou la sécurité.
- **Passable** : Une importante détérioration est évidente; des composantes mineures ou des sections isolées de l'actif doivent être remplacées ou réparées dans l'immédiat, mais l'actif est encore utilisable et fonctionne de manière sécuritaire à un niveau de service adéquat.
- **Bon** : L'actif présente un état physique acceptable; l'actif présente un risque minime de défaillance à court terme, mais il pourrait se détériorer à long terme. Seuls des travaux mineurs sont requis.
- **Très bon** : L'actif présente un bon état physique. L'actif ne présente pas de risque de défaillance à court terme et il ne nécessite pas de travaux.

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête [5173](#).

Tableaux disponibles : tableau [34-10-0284-01](#).

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca), ou communiquez avec les Relations avec les médias (statcan.mediahotline-ligneinfomedias.statcan@statcan.gc.ca).

Pour obtenir plus de renseignements à propos des raisons pour lesquelles cette enquête a été menée, et sur la façon dont les résultats de l'enquête serviront à l'élaboration de politiques et de programmes en matière d'infrastructure et à la prise de décisions liées à l'investissement, communiquez avec Infrastructure Canada au 613-948-1148 ou composez sans frais le 1-877-250-7154 (info@infc.gc.ca), ou communiquez avec les Relations avec les médias d'Infrastructure Canada au 613-960-9251 (media-medias@infc.gc.ca).